

STATUTS
DE LA
FONDATION

Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA)

**En force depuis le 10 septembre 2019 par autorisation
de l'Autorité indépendante de surveillance des Fondations
de la Confédération suisse**

PREAMBULE

1. Considérant que la Confédération soutient, à travers sa politique et sa loi sur l'Etat hôte du 22 juin 2007 (LEH), la stratégie conjointe de la Confédération, de la République et canton de Genève et de la Ville de Genève pour renforcer la compétitivité de la Suisse comme Etat hôte des organisations internationales, conformément aux décisions y relatives des autorités fédérales, cantonales et communales compétentes ;
2. Considérant que la politique d'Etat hôte de la Suisse doit pouvoir anticiper les développements des relations internationales et de la gouvernance mondiale, tant en ce qui concerne les thèmes prioritaires que les modalités de la coopération internationale qui seront nécessaires pour y répondre ;
3. Considérant qu'il s'agit dans ce cadre :
 - a) de se donner les moyens de définir les grandes orientations futures et de positionner la Suisse, en tant qu'Etat hôte, comme acteur majeur de ces développements ;
 - b) de fournir au Conseil fédéral, à la République et canton de Genève ainsi qu'à la Ville de Genève les moyens d'adapter les conditions d'accueil, de travail, d'intégration et de sécurité en Suisse au sens de la loi sur l'Etat hôte ;
 - c) de mieux faire connaître la Suisse en tant qu'Etat hôte et les avantages qu'elle peut offrir à un développement harmonieux et efficace des thèmes et actions prioritaires de la gouvernance mondiale;
 - d) de promouvoir les partenariats publics privés ainsi que l'implication de la population mondiale dans l'élaboration de solutions novatrices via le cyberspace.
4. Considérant enfin que la science et la technologie, notamment la convergence à l'échelle mondiale entre les sciences de l'information, les nanosciences, les biosciences et les neurosciences cognitives :
 - a) sont les moteurs d'une accélération économique, sociale et politique sans précédent affectant simultanément l'ensemble des Etats, des populations mondiales ainsi que nos ressources, nos environnements naturels, urbains, industriels et sociaux ;
 - b) que cette accélération nécessite de nouveaux modes de réflexion, d'action, de financement et de gouvernance adaptées à la vitesse de développement et de diffusion des disruptions scientifiques et technologiques actuelles et futures ;
 - c) que Genève, centre important de la gouvernance globale, et que la Suisse, pays neutre, fortement relié au monde, connu pour son excellence scientifique et technologique, peuvent devenir le lieu naturel d'élaboration de solutions d'avenir répondant à la complexité de l'accélération scientifique, technologique, économique et sociale ;
 - d) que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 prévoit à son article 27, « que toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent » .
5. Sur cette base, la Confédération suisse, par son Conseil fédéral, et le Canton de Genève, par son Conseil d'Etat, créent la Fondation dénommée Geneva Science and Diplomacy Anticipator régie par les présents statuts, lesquels sont :
 - a) validés par l'Autorité de Surveillance des Fondations de la Confédération (ci-après L'Autorité de surveillance) ;
 - b) approuvés par le Conseil d'Etat du Canton de Genève ;
 - c) approuvés par le Conseil fédéral.

Art. 1 NOM ET SIEGE

1. Il est constitué sous la dénomination « Geneva Science and Diplomacy Anticipator » (GESDA) (ci-après La Fondation), une fondation de droit privé au sens des articles 80 ss du Code civil suisse et régie par les présents statuts.
2. La Fondation est créée conjointement par la Confédération suisse et la République et Canton de Genève, ci-après les Fondateurs.
3. Le siège de la Fondation est dans le canton de Genève.

Art. 2 DUREE

La Fondation est créée pour une durée limitée de trois années. Six mois avant l'échéance de la durée, le Conseil de Fondation peut décider à la majorité de deux tiers de l'ensemble des voix, avec l'accord des Fondateurs qui ont un droit de veto, de prolonger la durée de la Fondation pour une période déterminée ou indéterminée. Une prolongation de plus de cinq années ou de durée indéterminée demande le consensus préalable des Fondateurs.

Art. 3 BUTS ET MOYENS

1. La Fondation a pour but de promouvoir la politique d'Etat hôte de la Suisse, en créant un instrument permettant simultanément d'identifier les thèmes majeurs de la gouvernance mondiale de demain et de développer les modalités de soutien par lesquelles les différents acteurs internationaux, étatiques ou non, basés à Genève, en Suisse et dans le monde, pourront y répondre ensemble en relevant le défi d'agir au même rythme que l'accélération scientifique et technologique :
 - a) en s'inspirant du fonctionnement du monde des start-ups et du capital-risque ;
 - b) en y associant la grande philanthropie suisse et mondiale ;
 - c) en mobilisant le savoir-faire scientifique et technologique suisse comme outil fédérateur au service de la diplomatie mondiale.
2. A cette fin, la Fondation développe un instrument d'anticipation et d'action, respectivement ses composantes, en privilégiant les partenariats publics-privés d'envergure internationale et les projets à même d'apporter des solutions aux défis technologiques actuels et futurs, d'en faire des opportunités et d'élargir le cercle des bénéficiaires des avancées de la science et de la technologie.
3. La Fondation œuvre dans le cadre des buts fixés.
4. La Fondation n'a pas de but lucratif et ne vise aucun gain.

Art. 4 CAPITAL ET RESSOURCES

1. Les Fondateurs attribuent à parts égales à la Fondation le capital légal initial de 50'000.- CHF en espèces.
2. Le capital peut être augmenté en tout temps par d'autres contributions financières des Fondateurs eux-mêmes ou par toute autre contribution publique ou privée.
3. Le Conseil de Fondation se réserve le droit de refuser l'octroi de ressources en fonction de leur provenance.
4. Le financement de la Fondation obéit aux principes suivants :
 - a) la Fondation ayant comme but général de promouvoir la politique d'Etat hôte de la Suisse, la Confédération peut participer au financement des activités de la Fondation, sous réserve des demandes de crédit annuelles et des décisions des organes fédéraux compétents concernant la planification financière ;
 - b) la République et Canton de Genève et la Ville de Genève peuvent participer au financement des activités de la Fondation ;
 - c) le Conseil de Fondation s'emploie en parallèle à augmenter la fortune de la Fondation grâce à d'autres attributions privées ou publiques ;
 - d) le capital total ainsi rassemblé finance l'ensemble des activités de la Fondation (administration, locaux, activités, programmes et projets, etc.) ;
5. La fortune de la Fondation est administrée en vertu de principes commerciaux reconnus.

Art. 5 ORGANES DE LA FONDATION

Les organes de la Fondation sont :

1. le Conseil de Fondation ;
2. la Direction ;
3. l'Organe de révision ;
4. d'éventuelles Commissions consultatives ad hoc, temporaires ou permanentes, dont les compétences seront définies dans un règlement au moment de leur constitution, et soumis à l'Autorité de surveillance pour approbation.

Art. 6 CONSEIL DE FONDATION

1. La Fondation est administrée par un Conseil de Fondation comportant quatre membres au minimum et neuf membres au maximum.
2. Au moins un membre du Conseil de Fondation est un représentant de la Confédération, désigné par le Chef du Département fédéral des Affaires étrangères.
3. Au moins un membre du Conseil de Fondation est un représentant de la République et Canton de Genève, désigné par le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève. Le Conseil d'Etat consulte la Ville de Genève et les parties prenantes de son choix.
4. Outre les représentants de la Confédération et du Canton de Genève conformément aux paragraphes précédents, le Président et le Vice-Président du Conseil de Fondation sont nommés d'un commun accord par les Fondateurs. Leur nomination fait l'objet d'une décision du Conseil fédéral.
5. Les quatre personnes ainsi désignées constituent le premier Conseil de Fondation.
6. Le Président et le Vice-Président de la Fondation choisis par les Fondateurs le premier Conseil de Fondation en fonction du développement des activités de la Fondation jusqu'au maximum de neuf membres conformément au premier paragraphe du présent article. Pour ce faire, ils font notamment appel à des personnes de renom international ayant de forts liens avec la Suisse ou souhaitant les développer, ainsi qu'à des personnalités de la grande philanthropie.

Art. 7 DUREE DE LA PERIODE ADMINISTRATIVE

1. Les membres du Conseil de Fondation sont désignés conformément à l'article 6 pour trois ans, renouvelable.
2. Par la suite, sous réserve des quatre membres désignés par les Fondateurs conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6, chaque nouveau membre du Conseil de Fondation est nommé par le Conseil de Fondation par cooptation.
3. Si des membres quittent le Conseil de Fondation au cours de la période administrative, d'autres membres doivent être désignés pour le reste de cette période. Pour les Président et Vice-Président, l'article 6 alinéa 4 s'applique. Pour les représentants de la Confédération et de la République et Canton de Genève, l'article 4 alinéas 2 et 3 s'applique.
4. Sous réserve des quatre membres désignés par les Fondateurs, le Conseil de Fondation peut révoquer un membre du Conseil de Fondation en tout temps, une raison importante pour la faire étant notamment le fait que le membre concerné a violé les obligations qui lui incombent vis-à-vis de la Fondation ou qu'il n'est plus en mesure d'exercer correctement ses fonctions.
5. Le Conseil de Fondation décide de la révocation de ses membres par décision des 2/3 des membres du Conseil de Fondation.

Art. 8 COMPETENCES DU CONSEIL DE FONDATION

1. Le Conseil de Fondation est l'organe suprême de la Fondation. Il est investi des pouvoirs nécessaires à l'administration de celle-ci et représente la Fondation vis-à-vis des tiers.
2. Il a les tâches inaliénables suivantes :
 - a) Réglementation du droit de signature et de représentation de la Fondation.
 - b) Développement au sens de l'article 3 de l'instrument, respectivement de ses composantes, nécessaires pour atteindre les buts de la Fondation.
 - c) Nomination et supervision des organes principaux selon l'article 5 ainsi que nomination d'autres entités consultatives selon besoin.
 - d) Nomination de l'Organe de révision.
 - e) Approbation des comptes annuels.
3. Le Conseil de Fondation a par ailleurs les attributions suivantes:
 - a) Nomination de la Direction de la Fondation.
 - b) Adoption de la politique d'engagement du personnel et fixation du statut et de l'échelle de traitement du personnel.
4. Le Conseil de Fondation s'emploie à augmenter la fortune de la Fondation grâce à des contributions privées ou publiques et décide de l'acceptation de celles-ci.
5. Le Conseil de Fondation édicte et approuve les règlements nécessaires à l'organisation, la gouvernance et la gestion de la Fondation. Ceux-ci peuvent être modifiés en tout temps par le Conseil de Fondation dans le cadre de la détermination du but. Tout règlement et ses modifications requièrent l'approbation de l'Autorité de surveillance.
6. Sous réserve des tâches inaliénables conformément au paragraphe 2 du présent article, le Conseil de Fondation est habilité à déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers. Il précise leurs attributions dans un règlement.
7. Le Conseil de Fondation décide des indemnités versées aux membres et aux personnes à qui sont déléguées des compétences particulières.

Art. 9 CONVOCATION ET PRISE DE DECISION

1. Le Conseil de Fondation se réunit en principe quatre fois par année ou à la demande du Président ou la Présidente. Les invitations aux séances du Conseil de Fondation doivent généralement être envoyées 30 jours avant la date prévue pour celles-ci.
2. Le Conseil de Fondation prend ses décisions lorsque la majorité des membres sont présents.
3. Les décisions sont prises à la majorité simple, sous réserve des décisions relatives à la révocation des membres conformément à l'article 7, des décisions relatives aux modifications des statuts conformément à l'article 13 et de la décision relative à la prolongation de la durée de la Fondation conformément à l'article 2. En cas d'égalité des voix, le Président ou la Présidente a une voix prépondérante. Les séances et les décisions sont consignées dans un procès-verbal.
4. Les décisions et les votes peuvent aussi être faits ou avoir lieu par voie de circulation pour autant qu'aucun membre ne demande des délibérations orales.
5. Le Conseil de Fondation peut également se réunir et prendre des décisions par téléconférence, visioconférence ou tout autre moyen de communication.

Art. 10 DIRECTION

1. Les compétences de la Direction sont fixées par un cahier des charges qu'adopte le Conseil de Fondation, et sera soumis à l'Autorité de surveillance.
2. Les règlements ainsi que ses modifications doivent être soumis à l'Autorité de surveillance pour approbation.

Art. 11 ORGANE DE REVISION

1. Le Conseil de Fondation nomme, conformément aux dispositions légales pertinentes, un Organe de révision externe et indépendant chargé de vérifier chaque année les comptes de la Fondation et de soumettre un rapport détaillé au Conseil de Fondation en proposant de l'approuver. Il doit en outre veiller au respect des dispositions statutaires (Acte de fondation et règlements) de la Fondation.
2. L'Organe de révision doit communiquer au Conseil de Fondation les lacunes constatées lors de l'accomplissement de son mandat. Si ces lacunes ne sont pas comblées dans un délai raisonnable, il doit en informer le cas échéant l'Autorité de surveillance.

Art. 12 RESPONSABILITE

1. Seule la fortune de la Fondation répond des obligations de celle-ci.
2. Toutes les personnes chargées de l'administration, de la gestion ou de la révision de la Fondation sont personnellement responsables des dommages qu'elles pourraient causer à la Fondation en raison des fautes qu'elles pourraient commettre intentionnellement ou par négligence.
3. Si plusieurs personnes ont l'obligation de réparer un dommage, chacune n'est responsable solidairement avec les autres que dans la mesure où ce dommage peut lui être imputé personnellement en raison de sa propre faute et des circonstances.

Art. 13 MODIFICATION DE L'ACTE DE FONDATION

1. En vertu de l'article 86a CC, les Fondateurs se réservent expressément le droit de modifier le but de la Fondation.
2. Le Conseil de Fondation décide des modifications des présents statuts à la majorité des deux tiers de ses membres, conformément aux articles 85, 86 et 86b CC et les soumet à l'approbation de l'Autorité de surveillance.

Art. 14 ORGANE DE SURVEILLANCE

1. La Fondation est placée sous la surveillance de l'Autorité de surveillance des Fondations de la Confédération.

Art. 15 DISSOLUTION

1. Il ne peut être procédé à la dissolution de la Fondation que pour les raisons prévues par la loi (articles 88 et 89 CC). Si la Fondation entend requérir la dissolution, une décision unanime du Conseil de fondation est nécessaire.
2. En cas de dissolution, le Conseil de Fondation attribue l'avoir restant à des personnes morales poursuivant un but semblable, qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique et qui ont leur siège en Suisse. La restitution de l'avoir de la Fondation aux Fondateurs/Fondatrices est exclue.

Art. 16 ENTREE EN VIGUEUR

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur inscription dans le registre du commerce.

**STATUTES
OF THE
FOUNDATION**

Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA)

**in force since September 10, 2019 as authorized
by the Independent Supervisory Authority of the Foundations
of the Swiss Confederation**

PREAMBLE

1. Considering that the Confederation supports, through its policy and its Host State Act of 22 June 2007 (HSA), the joint strategy of the Confederation, the Republic and Canton of Geneva and the City of Geneva to strengthen Switzerland's competitiveness as a host State for international organizations, in accordance with the relevant decisions of the relevant federal, cantonal and municipal authorities;
2. Considering that Switzerland's host State policy must be able to anticipate developments in international relations and global governance, both in terms of the priority themes and the modalities of international cooperation that will be necessary to respond to them;
3. Considering that it is in this context:
 - a) to provide itself with the means to define the main future orientations and to position Switzerland, as host country, as a major actor in these developments;
 - b) to provide the Federal Council, the Republic and Canton of Geneva and the City of Geneva with the means to adapt the conditions of reception, work, integration and security in Switzerland within the meaning of the Host State Act;
 - c) to raise awareness of Switzerland as a host country and the benefits it can offer to the harmonious and effective development of priority themes and actions of global governance;
 - d) promote public-private partnerships and the involvement of the world's population in the development of innovative solutions through cyberspace.
4. Considering finally that science and technology, including the global convergence between information sciences, nanosciences, biosciences and cognitive neurosciences:
 - a) are the driving forces behind an unprecedented economic, social and political acceleration that simultaneously affects all States, world populations and our natural, urban, industrial and social resources and environments;
 - b) that this acceleration requires new modes of reflection, action, financing and governance adapted to the speed of development and diffusion of current and future scientific and technological disruptions;
 - c) that Geneva, an important centre of global governance, and that Switzerland, a neutral country with strong links to the world, known for its scientific and technological excellence, can become the natural place to develop solutions for the future that meet the complexity of scientific, technological, economic and social acceleration;
 - d) that the Universal Declaration of Human Rights of 10 December 1948 provides in Article 27 that "everyone has the right freely to participate in the cultural life of the community, to enjoy the arts and to share in scientific progress and its benefits".
5. On this basis, the Swiss Confederation, through its Federal Council, and the Canton of Geneva, through its Council of State, create the Foundation called Geneva Science and Diplomacy Anticipator governed by these statutes, which are:
 - a) validated by the Supervisory Authority of the Foundations of the Confederation (hereinafter referred to as the Supervisory Authority);
 - b) approved by the State Council of the Canton of Geneva;
 - c) approved by the Federal Council.

Art. 1 NAME AND HEADQUARTERS

1. It is constituted under the name "Geneva Science and Diplomacy Anticipator" (GESDA) (hereinafter The Foundation), a foundation governed by private law within the meaning of Articles 80 et seq. of the Swiss Civil Code and governed by these Articles of Association.
2. The Foundation is jointly created by the Swiss Confederation and the Republic and Canton of Geneva, hereinafter referred to as the Founders.
3. The Foundation's headquarters are in the canton of Geneva.

Art. 2 DURATION

The Foundation is established for a limited period of three years. Six months before the end of the term, the Foundation Board may decide by a two-thirds majority of all votes, with the agreement of the Founders who have a right of veto, to extend the term of the Foundation for a fixed or indefinite period. An extension of more than five years or of indefinite duration requires the prior consensus of the Founders.

Art. 3 GOALS AND MEANS

1. The Foundation aims to promote Switzerland's host state policy by creating an instrument that simultaneously identifies the major themes of tomorrow's global governance and develops the support modalities by which the various international actors, state or not, based in Geneva, Switzerland and throughout the world, can respond together by taking up the challenge of acting at the same pace as scientific and technological acceleration:
 - a) by taking inspiration from the way the world of start-ups and venture capital works;
 - (b) by involving the great Swiss and global philanthropy;
 - (c) by mobilizing Swiss scientific and technological know-how as a unifying tool in the service of global diplomacy.
2. To this end, the Foundation is developing an instrument for anticipation and action, respectively its components, by focusing on public-private partnerships of international scope and projects capable of providing solutions to current and future technological challenges, turning them into opportunities and broadening the circle of beneficiaries of scientific and technological advances.
3. The Foundation works within the framework of the goals set.
4. The Foundation is non-profit and does not aim to make any profit.

Art. 4 CAPITAL AND RESOURCES

1. The Founders allocate the initial legal capital of CHF 50,000 in cash to the Foundation in equal parts.
2. The capital may be increased at any time by other financial contributions from the Founders themselves or by any other public or private contribution.
3. The Foundation Board reserves the right to refuse the granting of resources according to their origin.
4. The Foundation's funding is based on the following principles:
 - (a) Since the general purpose of the Foundation is to promote the host State policy of Switzerland, the Confederation may participate in the financing of the Foundation's activities, subject to annual credit requests and decisions of the competent federal bodies concerning financial planning;
 - (b) the Republic and Canton of Geneva and the City of Geneva may participate in the financing of the Foundation's activities;
 - c) the Foundation Board shall at the same time endeavour to increase the Foundation's assets through other private or public allocations;
 - (d) the total capital thus raised finances all the Foundation's activities (administration, premises, activities, programmes and projects, etc.);
5. The Foundation's assets are administered in accordance with recognized commercial principles.

Art. 5 ORGANIZATIONS OF THE FOUNDATION

The organs of the Foundation are:

1. the Foundation Board;
2. the Management;
3. the Auditors;
4. any ad hoc, temporary or permanent advisory committees, whose powers shall be defined in a regulation at the time of their establishment and submitted to the Supervisory Authority for approval.

Art. 6 FOUNDATION COUNCIL

1. The Foundation is administered by a Foundation Board comprising a minimum of four members and a maximum of nine members.
2. At least one member of the Foundation Board is a representative of the Confederation, appointed by the Head of the Federal Department of Foreign Affairs.
3. At least one member of the Foundation Board is a representative of the Republic and Canton of Geneva, appointed by the Council of State of the Republic and Canton of Geneva. The Council of State consults the City of Geneva and the stakeholders of its choice.
4. In addition to the representatives of the Confederation and the Canton of Geneva in accordance with the preceding paragraphs, the President and Vice-President of the Foundation Board are appointed by mutual agreement between the Founders. Their appointment is subject to a decision by the Federal Council.
5. The four persons thus appointed constitute the first Foundation Board.
6. The President and Vice-President of the Foundation chosen by the Founders on the first Foundation Board bring according to the development of the Foundation's activities up to a maximum of nine members in accordance with the first paragraph of this article. To do this, they call on internationally renowned people with strong ties to Switzerland or wishing to develop them, as well as on personalities from the world of philanthropy.

Art. 7 DURATION OF THE ADMINISTRATIVE PERIOD

1. The members of the Foundation Board are appointed in accordance with Article 6 for three years, renewable.
2. Thereafter, subject to the four members appointed by the Founders in accordance with paragraphs 2, 3 and 4 of Article 6, each new member of the Foundation Board shall be appointed by the Foundation Board by co-option.
3. If members leave the Foundation Board during the administrative period, other members must be appointed for the remainder of that period. For the President and Vice-President, Article 6 paragraph 4 applies. For representatives of the Confederation and the Republic and Canton of Geneva, Article 4 paragraphs 2 and 3 shall apply.
4. Subject to the four members appointed by the Founders, the Foundation Board may dismiss a member of the Foundation Board at any time, an important reason being in particular that the member concerned has breached his obligations towards the Foundation or is no longer able to perform his duties properly.
5. The Foundation Board shall decide on the dismissal of its members by a decision of 2/3 of the members of the Foundation Board.

Art. 8 COMPETENCES OF THE FOUNDATION COUNCIL

1. The Foundation Board is the supreme organ of the Foundation. He is vested with the powers necessary for the administration of the Foundation and represents the Foundation vis-à-vis third parties.
2. He has the following inalienable tasks:
 - a) Regulation of the Foundation's right of signature and representation.
 - (b) Development within the meaning of Article 3 of the instrument, or its components, necessary to achieve the Foundation's aims.
 - (c) Appointment and supervision of the principal organs in accordance with Article 5 and appointment of other advisory bodies as required.
 - d) Appointment of the Auditors.
 - e) Approval of the annual accounts.
3. The Foundation Board also has the following powers:
 - a) Appointment of the Foundation's Executive Board.
 - (b) Adoption of the staff recruitment policy and establishment of the staff regulations and salary scales.
4. The Foundation Board shall endeavour to increase the Foundation's assets through private or public contributions and shall decide on their acceptance.
5. The Foundation Board shall issue and approve the regulations necessary for the organization, governance and management of the Foundation. These may be modified at any time by the Foundation Board as part of the goal setting process. Any regulation and its amendments require the approval of the Supervisory Authority.
6. Subject to the inalienable tasks in accordance with paragraph 2 of this article, the Foundation Board is entitled to delegate some of its powers to one or more of its members or to third parties. It specifies their powers in a regulation.
7. The Foundation Board decides on the compensation paid to members and persons to whom special skills are delegated.

Art. 9 CONVOCAATION AND DECISION-MAKING

1. The Foundation Board meets in principle four times a year or at the request of the President. Invitations to meetings of the Foundation Board should generally be sent 30 days before the planned date of the meeting.
2. The Foundation Board takes its decisions when a majority of the members are present.
3. Decisions shall be taken by a simple majority, subject to decisions on the dismissal of members in accordance with Article 7, decisions on amendments to the Statutes in accordance with Article 13 and the decision on the extension of the duration of the Foundation in accordance with Article 2. In the event of a tie, the President shall have a casting vote. The meetings and decisions are recorded in minutes.
4. Decisions and votes may also be made or take place by circulation provided that no member requests oral deliberations.
5. The Foundation Board may also meet and make decisions by teleconference, videoconference or any other means of communication.

Art. 10 DIRECTION

1. The powers of the Management are determined by specifications adopted by the Foundation Board, and will be submitted to the Supervisory Authority.
2. Regulations and amendments thereto must be submitted to the Supervisory Authority for approval.

Art. 11 REVIEW ORGANIZATION

1. The Foundation Board shall appoint, in accordance with the relevant legal provisions, an external and independent auditor to audit the Foundation's accounts each year and to submit a detailed report to the Foundation Board, proposing that it be approved. It must also ensure compliance with the Foundation's statutory provisions (Foundation Deed and Regulations).
2. The Auditors must inform the Foundation Board of any deficiencies found in the performance of their duties. If these deficiencies are not remedied within a reasonable period of time, it must inform the Supervisory Authority, if necessary.

Art. 12 LIABILITY

1. Only the Foundation's assets are liable for its obligations.
2. All persons responsible for the administration, management or auditing of the Foundation are personally liable for any damage they may cause to the Foundation as a result of misconduct that they may commit intentionally or negligently.
3. If several persons are under an obligation to make good damage, each person shall be jointly and liable with the others only to the extent that the damage can be attributed to him personally as a result of his own fault and the circumstances.

Art. 13 MODIFICATION OF THE ACT OF FOUNDATION

1. Under Article 86a CC, the Founders expressly reserve the right to modify the purpose of the Foundation.
2. The Foundation Board shall decide on amendments to these Statutes by a two-thirds majority of its members, in accordance with Articles 85, 86 and 86b CC, and shall submit them to the Supervisory Authority for approval.

Art. 14 SUPERVISORY ORGANIZATION

1. The Foundation is under the supervision of the Supervisory Authority of the Foundations of the Confederation.

Art. 15 DISSOLUTION

1. The Foundation may only be dissolved for the reasons provided for by law (Articles 88 and 89 CC). If the Foundation intends to request dissolution, a unanimous decision of the Foundation Board is required.
2. In the event of dissolution, the Foundation Board shall allocate the remaining assets to legal entities with a similar purpose, which are exempt from tax on account of their public service or public utility purposes and which have their registered office in Switzerland. The return of the Foundation's assets to the Founders is excluded.

Art. 16 ENTRY INTO FORCE

These Articles of Association shall enter into force as soon as they are entered in the Commercial Register.